



COMITÉS SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES

SYNDICALISTES@GMAIL.COM

WWW.SYNDICALISTE.COM

FÉMINISME DE CLASSE ET SOLIDARITÉ PROLÉTARIENNE



Les organisations syndicales de classe que sont la CGT, la FSU ou Solidaires se disent aujourd'hui ouvertement féministes. Cette déclaration constitue la reconnaissance éclatante du travail inlassable fourni par des générations de camarades pour changer la société comme leurs organisations. Ce travail a effectivement permis un certain nombre de changements.

Dans la société, les femmes¹ et les minorités de genre disposent indéniablement aujourd'hui de plus de droits qu'il y a 130 ans: droit de vote, droit à la contraception, droit à l'avortement, droit à l'indépendance économique, etc.

Dans les organisations syndicales, la place des femmes est mieux reconnue. Depuis l'obtention du droit de se syndiquer sans l'autorisation de leur mari, en 1920, les femmes

syndiquées et syndicalistes ont parcouru beaucoup de chemin. Les organisations se sont féminisées, passant de 15% du total des syndiqué·es en 1920 à 39,5% à la CGT aujourd'hui². Des dispositifs contraignants (par exemple, la parité) ont amorcé un mouvement de féminisation des cadres syndicaux dans de très nombreuses organisations.

Cependant, il reste encore beaucoup à gagner. Le féminisme du mouvement syndical est vivace, inventif, mais il lui faut encore définir sa spécificité dans la lutte contre le patriarcat par rapport au reste du mouvement féministe.

Le patriarcat: définition et conséquences

Le patriarcat, système socio-politique organisant l'oppression des femmes adopte des formes variées.

¹ « Les hommes » et « les femmes » étant entendus dans ce texte en tant que groupes sociaux – de même que les adjectifs « masculin » ou « féminin ».

² Valérie Lamoot, Rachel Silvera, Collectif Femmes Mixité de la CGT, Rapport de situation comparée entre les femmes et les hommes de la CGT, 14 février 2024.

En fonction des lieux et des époques il se décline de différentes manières. Toutefois, sa structure est relativement stable. En effet, comme en attestent de multiples travaux de sociologie et analyses matérialistes variées mais empruntant toutes des outils au cadrage marxien les femmes sont privées d'un accès direct à leurs moyens de subsistance selon un double schéma.

D'une part, la quasi-totalité des femmes, qu'elles soient issues de familles susceptibles de transmettre un patrimoine à leurs enfants ou de familles n'ayant rien à transmettre, subissent une discrimination systématique sur le marché du travail salarié. 82% des salarié·es à temps partiel sont des femmes, 63% des salarié·es payé·es au SMIC sont des femmes, et l'écart salarial moyen entre les hommes et les femmes est de 26%. Conséquence : les femmes touchent 40% de retraite en moins que les hommes (en droits directs¹).

D'autre part, même celles qui sont issues de familles assez favorisées pour être en mesure de transmettre quelque chose à leurs enfants sont dépossédées des moyens de production transmis par l'héritage. En effet, ces moyens de production (un commerce familial par exemple) sont généralement accaparés par les héritiers hommes, dans le cadre d'une distribution inégalitaire entre les enfants d'une même famille².

Autrement dit, la société de classes se reproduit grâce à l'appropriation masculine du capital, car les mécanismes de contrôle et de distribution du capital varient selon les classes sociales, mais aboutissent toujours à la dépossession des femmes.

Ainsi privées de l'accès direct à leurs moyens de subsistance, les femmes, dans leur ensemble et toute leur diversité, sont alors poussées à entrer dans des rapports de production domestique, principalement en se mariant ou en se mettant en concubinage avec un homme³. Par le mariage

le prolétariat masculin trouve dans l'asservissement du prolétariat féminin des avantages substantiels en termes de confort domestique

ou le concubinage, les hommes bénéficient ainsi des services domestiques des femmes dans le cadre d'une relation conjugale ou, plus largement, familiale. Dans ce cadre, les femmes, en plus de leur exploitation salariée, assurent la gestion matérielle de la subsistance des hommes de leur entourage ainsi que la leur.

Deux tiers des tâches ménagères sont ainsi réalisées par les femmes dans un couple hétérosexuel⁴. De plus, comme elles

sont socialement assignées à l'ensemble des tâches nécessaires pour élever des enfants, elles assurent non seulement l'entretien mais aussi la reproduction de la main d'œuvre exploitée par le capitalisme. Mode de production domestique et mode de production capitaliste se rencontrent et s'interpénètrent ainsi.

Les divisions entretenues par l'État bourgeois et patriarcal au sein du prolétariat

Le prolétariat, dans le capitalisme, est défini comme l'ensemble des travailleurs et des travailleuses qui ne sont propriétaires ni des moyens de production qui servent à leur travail, ni de la production qui est le résultat de leur travail. Il constitue l'écrasante majorité de la population. Pourtant, l'État n'est pas au service de cette majorité écrasante. Au contraire, l'État bourgeois et patriarcal entretient les divisions du prolétariat. Il se sert notamment, pour cela, des disparités importantes qui existent entre ses différentes composantes, en termes de niveau de vie ou de taux d'exploitation⁵.

Les travailleurs précaires sont en majorité des travailleuses, qui sont globalement moins bien rémunérées que les travailleurs, avec un taux d'exploitation plus élevé. Par conséquent, les différences en termes de niveau de vie ou de taux d'exploitation constituent un premier type de division entre

¹ Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, chiffres clés, ministère des droits des femmes, 2016 / Dares, 2016 / Direction Générale du Travail, 2016 / enquête INSEE Emplois du temps 2009-2010. Voir <https://www.egalite-professionnelle.cgt.fr/les-chiffres/>

² Voir Sibylle Gollac, Céline Bessière, Le Genre du capital. Comment la famille reproduit les inégalités, éditions La Découverte, 2020.

³ Voir Christine Delphy, préface de L'Ennemi principal. Tome 1. Économie politique du patriarcat. Syllepse, Nouvelles Questions féministes, 2013, 3ème édition, p. 7 à 29.

⁴ Vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, chiffres clés, rapport cité.

⁵ Le taux d'exploitation est un concept marxiste central. C'est le rapport entre le temps de travail non rémunéré (plus-value) et le temps de travail rémunéré (capital variable). Autrement dit, c'est la part de la richesse créée par les travailleurs et les travailleuses que s'approprient les patrons. Pour une explication rapide des principaux concepts marxistes, voir : Carlo Cafiero, Abrégé du Capital de Karl Marx, traduit de l'italien par James Guillaume. Editions syndicalistes, 2022. Les personnes qui sont les plus exploitées sont sans aucun doute, en France, les travailleurs et les travailleuses sans papiers. Ainsi, il est possible de dire que les cadres font partie du prolétariat dans la mesure où ils et elles ne sont propriétaires ni de leur outil de production ni de la richesse qu'ils et elles produisent, même si leur niveau de salaire leur assure un taux d'exploitation moins important et des conditions de vie de ce fait plus confortables.

les deux groupes socialement construits que sont «*les hommes*» et «*les femmes*».

Cependant, en permettant également (par une batterie de mesures fiscales d'incitation à l'installation en ménage ou de dissuasion de la séparation par exemple¹) au prolétaire homme de bénéficier des services domestiques d'une prolétaire femme, l'État bourgeois et patriarcal crée un deuxième type de divisions. En effet, en fin de compte, les prolétariats masculin et féminin développent des intérêts contradictoires : le prolétariat masculin trouve dans l'asservissement du prolétariat féminin des avantages substantiels en termes de confort domestique², de services gratuits divers, de facilité d'accès à un emploi plus élevé ou mieux rétribué ou à des relations sexuelles.

Aussi, prolétariats masculin et féminin ne s'unissent pas, ou très ponctuellement. L'État bourgeois et patriarcal, quant à lui, est au service d'une minorité exploiteuse : la bourgeoisie. La bourgeoisie est la classe des propriétaires des moyens de production capitaliste, et ces propriétaires sont quasi exclusivement masculins.

Le système capitaliste et patriarcal entretient également des divisions à l'intérieur même du prolétariat féminin. Ainsi, les tra-

vailleuses racisées³ subissent globalement un taux d'exploitation plus élevé et ont un niveau de vie plus bas que les travailleurs, qu'ils soient racisés ou non, mais aussi que les travailleuses qui ne sont pas racisées, du fait de la combinaison de logiques sexistes et racistes.

Un procès historique a opposé aux États-Unis en 1976 un groupe de femmes Noires à l'entreprise General Motors⁴. Les plaignantes avaient constaté que des hommes Noirs étaient embauchés dans les ateliers, et des femmes blanches dans les bureaux. Ni les emplois pour les hommes Noirs, ni ceux pour les femmes blanches n'étaient alors accessibles aux femmes Noires. L'analyse de ce procès a permis à la juriste Kimberlé Crenshaw de populariser au début des années 1990 le concept d'intersectionnalité.

Avant de connaître un glissement sémantique opéré par divers courant féministes, qui l'ont fait s'élargir à de très nombreuses catégories de population (et bien souvent s'éloigner d'une perspective matérialiste), il s'agissait d'un outil pour définir de façon non cumulative⁵ la spécificité de l'exploitation et de l'oppression⁶ des femmes Noires (qui étant exclues des usines, étaient alors condamnées à



des emplois plus précaires ou à une exploitation et une dépendance domestiques féroces).

Ainsi, de même que précédemment, l'État bourgeois et patriarcal crée des intérêts contradictoires entre les différentes composantes du prolétariat, ce qui empêche la globalité des prolétaires de s'unir. Pour ce qui concerne les divisions entre les composantes genrées du prolétariat, il existe non seulement des divisions entre les hommes et les femmes mais aussi des divisions à l'intérieur même du groupe des femmes, qui est aussi le groupe le plus exploité.

Comment le système de domination patriarcal se maintient-il ? Comment les principales concernées, les femmes, ne prennent-elles pas plus largement conscience de leur propre domination

¹ Christine Delphy, «Le 'travail ménager', son 'partage inégal' et comment le combattre. Un nouveau problème ?» Les Mots sont importants, 2014. <https://lmsi.net/Le-travail-menager-son-partage>

² Le travail domestique dont bénéficient les hommes n'est compensé, ni quantitativement ni qualitativement, par un travail domestique équivalent dont bénéficieraient les femmes. La différence correspond à un travail gratuit fourni par les femmes au bénéfice des hommes (leurs conjoints, frères, fils, etc).

³ Le terme, issu de la sociologie, permet de parler de la façon dont les personnes sont socialement perçues, indépendamment du fait que les races n'existent pas.

⁴ DeGraffenreid v. GENERAL MOTORS ASSEMBLY DIV., ETC., 413 F. Supp. 142 (E.D. Mo. 1976). <https://law.justia.com/cases/federal/district-courts/FSupp/413/142/1660699/>

⁵ Il ne s'agit pas en effet d'empiler les critères de discrimination dans une entreprise de hiérarchisation des souffrances. Une telle entreprise est en effet vouée à l'échec, du fait de la multiplicité de ces critères. Par exemple, comment dire qu'une femme blanche victime de violences conjugales souffrirait plus ou moins qu'un homme noir victime de violences policières ? Une femme noire victime de sexisme et de racisme qu'un homme blanc porteur de handicap victime de validisme ? Ces entreprises d'addition ou de soustraction de critères, en plus d'être absurdes et vaines, occultent le raisonnement en termes de lutte de classes. En revanche, le principe de l'intersectionnalité est un outil précieux qui permet de mieux comprendre les contours et la spécificité d'une exploitation au sein d'un groupe social considéré, à l'intérieur d'une même classe sociale exploitée.

⁶ Pour définir schématiquement ces deux idées : l'exploitation est l'extorsion de la force de travail, l'oppression est tout ce qui permet cette extorsion.

et du caractère artificiel des divisions qui sont créées entre elles ? Comment le syndicat, qui d'après la Charte d'Amiens de 1906 reconnaît *«la lutte des classes qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière»*, analyse-t-il ce système, et que fait-il pour le mettre à bas ? Quelle est la spécificité du féminisme porté par les syndicalistes révolutionnaires ?

L'HÉGÉMONIE DU SYSTÈME DE DOMINATION PATRIARCAL

La formation d'un «sens commun»

Pour maintenir le système de domination capitaliste, raciste et patriarcal, la classe dominante, bourgeoise, raciste et patriarcale, a mis en place un système hégémonique. En plus de l'État et des différentes institutions politiques, la bourgeoisie organise et influence directement ou indirectement l'Éducation nationale mais aussi l'éducation en général, et tout un réseau d'associations dans de très nombreux domaines de la vie courante (sports, films, publicités, arts et toute la culture dominante), de partis, de médias, etc.

Par l'action combinée de toutes ces institutions et associations, elle obtient de la part du prolétariat, même féminin, et des autres classes, le consentement à la perpétuation de sa domination. Celle-ci apparaît normale, légitime.

Les institutions produisent et reproduisent l'idéologie dominante, qui forme un «sens commun» partagé par la très grande majorité de la population. C'est ce «*sens commun*» qui lui rend sa domination plus ou moins acceptable, par fatalité, dans une culture de la domination.

Les femmes, en particulier, subissent ce que des chercheuses féministes matérialistes¹ ont appelé un «*double dressage*», «*positif*» et «*négatif*» au fil de leur vie.

Le «dressage positif»

Le «*dressage positif*» consiste à leur inculquer l'idée qu'elles seraient «*faites pour*» certaines tâches, qui leur seraient «*na-*

les femmes, en particulier, subissent ce que des chercheuses féministes matérialistes ont appelé un double «dressage», «positif» et «négatif» au fil de leur vie

turelles». Par exemple, elles seraient faites pour élever des enfants ou s'occuper des personnes âgées et des malades, et aucun homme ne pourrait le faire mieux ou aussi bien qu'elles. Quand une personne, homme ou femme, fait la démonstration qu'elle est capable de réaliser une tâche socialement considérée comme non-conforme à son genre, elle est célébrée ou dénigrée comme une exception confirmant la

règle, exception merveilleuse ou monstrueuse selon les cas. Cette répartition pseudo «*naturelle*» des tâches implique nécessairement une binarité stricte des genres.

Aussi, plusieurs groupes sociaux minoritaires subissent une forme de rejet social, de façon à entretenir le caractère hégémonique de cette binarité stricte : les personnes trans, lesbiennes, gays, bisexuelles, intersexes, asexuelles mais aussi les personnes cis-genre hétérosexuelles qui contreviennent aux normes dominantes (pas assez féminines, pas assez viriles).

L'ensemble de ces personnes est rejeté dans une catégorie que Monique Wittig a appelé cette catégorie les «*autres différents*»². Toutes ces personnes sont plus ou moins ouvertement taxées d'étrangeté, de bizarrerie, et réprimées comme telles. En effet, leur simple existence est subversive puisqu'elle contredit la binarité stricte des genres sur laquelle s'appuie la répartition du travail et le postulat du caractère «*naturel*» d'une tâche ou d'une autre.

Le «dressage négatif»

Le «*dressage négatif*» consiste à rappeler aux femmes, presque en permanence, quelle est leur place, quels espaces leur sont autorisés et interdits³, par un continuum de violences normalisées. Pédocriminalité (une majorité de filles en est victime), «*sexisme ordinaire*»⁴, harcèlement, agressions, viols, et jusqu'au féminicide : quelle femme n'a pas fait l'expérience,

¹ En particulier Colette Guillaumin. Voir Sexe, race et pratique du pouvoir, éditions iXe, 2016 (1992), p. 39-40.

² Monique Wittig, La Pensée straight, éditions Amsterdam, 2018.

³ Il s'agit là aussi bien d'espaces « géographiques » ou physiques précis, comme les bars d'ouvriers, les clubs de sports mécanisés ou la banlieue de nuit, que des espaces plus abstraits comme l'espace verbal dans le cadre d'une prise de parole publique. A ce dernier égard, voir à titre d'exemple : Corinne Monnet, « La répartition des tâches entre les hommes et les femmes dans le travail de la conversation », Les Mots sont importants, (1998).

⁴ Catégorie floue dans laquelle on retrouve des agissements relevant en réalité de la définition du harcèlement, et dont la fréquence et la régularité constituent une forme de harcèlement quotidien.



une à plusieurs fois dans sa vie, plus ou moins régulièrement, de l'une ou de plusieurs de ces violences, d'une intensité variable, mais qui, quoi qu'elle fasse, la ramène à son genre et à un interdit qui lui est imposé en raison de son genre ?

La fréquence, la banalité et la répétition des violences masculines, en famille et à l'extérieur de la famille, font qu'on peut les qualifier de disciplinaires. L'exercice de ces violences est « **socialisé**¹ ». Il est réparti entre de multiples institutions mais aussi entre de multiples individus. Au sein du prolétariat masculin, hélas, de multiples hommes participent plus ou moins directement à ce dressage en exerçant des violences sur le prolétariat féminin. Ces hommes ont intériorisé l'exercice de cette violence comme une prérogative associée à leur genre. Cela permet à la globalité du prolétariat masculin de conserver les avantages que lui procure cette organisation sociale, sans que l'entièreté des hommes

n'ait à exercer de violence pour bénéficier de ces avantages.

Par ce « **dressage** », qu'elles soient victimes elles-mêmes de violences, spectatrices de violences exercées sur d'autres femmes en tant que femmes ou bien les autrices de violences exercées sur d'autres femmes ou des enfants, les femmes intériorisent une clôture² permettant l'extorsion (salariée ou non) de leur force de travail.

Malgré la fréquence, la répétition et la banalité des violences masculines, on ne peut pas dire que tous les hommes soient violents. Cependant, tous « **pourraient l'être, s'ils le voulaient, dans une relative impunité**³ ». En effet, comme l'ont analysé diverses autrices, la justice et les institutions patriarcales fonctionnent très efficacement pour protéger les auteurs de violences : lorsqu'elles s'aventurent à porter plainte, les victimes rencontrent les pires difficultés à obtenir justice. Les frais considérables qu'elles engagent dans des procédures judiciaires interminables ne sont pas com-

pensés par des dénouements satisfaisants, puisque les plaintes n'aboutissent généralement pas. Elles subissent aussi des répercussions assimilables à une forme de répression. Leur entourage s'étiole, elles sont montrées du doigt, accusées d'être des personnes manipulatrices, etc.

Les syndicats, partis, associations, etc, se montrent tout aussi efficaces pour traiter celles qui demandent justice avec toute la dureté et violence nécessaire à la dissuasion, lorsque le mis en cause fait partie de leurs organisations. Ces difficultés et cette répression sont connues, et convainquent toutes les autres victimes, au mieux de l'impuissance ou de l'absence de volonté de l'État (comme de toutes les autres formes d'organisation collective) pour les protéger des violences masculines, au pire de son acharnement à les enfoncer.

Ainsi, tous les hommes ne sont pas violents mais les hommes violents se comportent comme des « **forces de l'ordre** » patriarcales, protégées par lui, et ils garantissent à tous les hommes, y compris à ceux qui ne sont pas violents, les avantages mentionnés plus haut.

Une lutte pour maintenir l'hégémonie du système de domination patriarcale

L'hégémonie de la bourgeoisie patriarcale est un processus qui connaît des crises et nécessite une lutte pour se maintenir, en particulier dans

¹ « La violence physique exercée contre les femmes, qui était en un sens invisible [...] en ce qu'elle était considérée comme une "bavure" individuelle », psychologique ou circonstancielle (comme les "bavures" de la police), est de plus en plus révélée pour ce qu'elle est. Elle est d'abord quantitativement non exceptionnelle, et surtout socialement significative d'un rapport (Hammer, 1997): elle est une sanction socialisée du droit que s'arrogent les hommes sur les femmes, tel homme sur tel femme, et également sur toutes les autres femmes qui "ne marchent pas droit". Ceci est lié au confinement dans l'espace et à la contrainte sexuelle ». Colette Guillaumin, *Sexe, race et pratique du pouvoir*. L'idée de nature, éditions iXe, 2016 (1992), p. 40.

² Concernant le concept de clôture, voir aussi Colette Guillaumin, *Sexe, race et pratique du pouvoir*, éditions iXe, 2016 (1992), p. 39-40.

³ Patrizia Romito, *Un Silence de mortes. La violence masculine occultée*, Syllepse, 2006, p. 54

certaines situations (les moments de diffusion large des idées féministes ou certaines crises révolutionnaires notamment). Pour maintenir son hégémonie culturelle, la bourgeoisie patriarcale choisit alors généralement la répression et la coercition, incarnées dans les replis conservateurs les plus divers. La clôture qui circonscrit les espaces autorisés aux femmes est alors resserrée. Les permissivités dont elles sont occasionnellement bénéficiaires ça et là sont restreintes. Leurs droits, pourtant bien souvent restés partiellement ou totalement théoriques, sont rognés ou supprimés.

Contester l'hégémonie de la bourgeoisie patriarcale dans la société ne peut se faire avec les outils que cette même bourgeoisie a mis en place pour assurer sa domination. Il s'agit pour le prolétariat et en particulier pour le prolétariat féminin de sortir de ce système pour construire sa propre hégémonie : c'est là le cœur de la stratégie révolutionnaire et féministe de classe. Marie Guillot a écrit : «*même bourgeois, [...] le féminisme a une valeur révolutionnaire, en redressant les femmes, en les poussant à faire reconnaître leur droit par les hommes*¹».

Du fait de la violence qu'elles subissent toutes à des degrés variés en raison du «*dressage négatif*» tout au long de leur vie, au-delà des divisions entretenues parmi elles, toutes peuvent en effet trouver dans leur expérience individuelle et collective des raisons évidentes de s'affranchir de l'hégémonie de la bourgeoisie patriarcale.

Cependant, force est de constater que toutes ne sont pas

convaincues par les alternatives qui leurs sont aujourd'hui proposées par les différentes organisations féministes.

C'est pourquoi les femmes, dans leur quasi-totalité, ont tout à gagner, surtout, d'une stratégie féministe qui soit aussi une stratégie syndicaliste révolutionnaire.

RÉCUPÉRATION, DÉVOIEMENTS ET CARENCES DU FÉMINISME SYNDICAL OU NON

Le succès des idées libérales, masculinistes et d'extrême droite

A première vue, le succès des idées libérales, masculinistes et d'extrême droite auprès des femmes paraît contredire l'affirmation selon laquelle toutes les femmes peuvent trouver dans leur expérience individuelle et collective des raisons évidentes de s'affranchir de l'hégémonie de la bourgeoisie patriarcale.

l'extrême droite défend l'idée d'une prétendue supériorité masculine, ce qui lui permet de légitimer l'existence et la reproduction du système patriarcal et l'assignation (précarisante) des femmes à certaines tâches

Dans les années 1920, les groupes féministes revendiquaient péniblement 300 000 adhérentes, quand les sections féminines de partis nationa-

listes en annonçaient un million². Aujourd'hui, l'écart entre le vote des hommes et celui des femmes pour l'extrême droite s'est considérablement réduit (surtout en France).

Or, l'extrême droite défend l'idée d'une prétendue supériorité masculine, ce qui lui permet de légitimer l'existence et la reproduction du système patriarcal et l'assignation (précarisante) des femmes à certaines tâches. Elle cultive la haine des femmes, parées de tous les vices. Poussée dans ses retranchements, elle légitime généralement la violence exercée sur les femmes.

Par quel mécanisme ces idées séduisent-elles autant de femmes alors même qu'elles en sont les victimes ? Qu'est-ce qui a poussé et pousse encore toutes ces femmes à adhérer à des idées aussi évidemment contraires à leurs intérêts ? Les femmes qui souscrivent à l'idéologie bourgeoisie et patriarcale la plus dure sont-elles toutes stupides et aveugles sur la nature de cette idéologie, et sur ses conséquences les concernant ? D'après plusieurs chercheuses féministes : non.

Le succès des idéologies de droite et d'extrême droite empreintes de masculinisme reposerait plutôt sur une double promesse.

Les femmes, assignées à être mères et garantes de la civilisation

D'abord, championne du «*dressage positif*», l'extrême droite prétend que «*les femmes*», entendues par elle selon des critères biologiques flous ou, lorsqu'elle s'aventure à préciser ces critères,

¹ Slava Liszek, « GUILLOT Marie, Louise. Dite la Grand Marie », Le Maitron. Disponible en ligne.

² Magali Della Sudda, Les Nouvelles femmes de droite, Hors d'Atteinte, coll. Faits & idées, 2022.

contredits par la science, auraient une double mission à la noblesse spéciale.

Un premier volet de cette double mission serait la production et la reproduction d'enfants, qui correspondrait donc imaginativement à la «*nature profonde*» des femmes. Un deuxième volet serait que, par les enfants, les femmes auraient aussi en charge la production et la reproduction d'une «*civilisation*» (fantasmée¹).

Ce discours s'adresse bien évidemment surtout aux femmes blanches dont les partis et courants d'extrême droite souhaitent encourager la natalité pour des raisons racistes. En effet, l'extrême droite présente la natalité comme une alternative à la supposée menace civilisationnelle d'un fantaisiste «*grand remplacement*» par des populations immigrées ; idée contredite par toutes les analyses statistiques, sociologiques et plus généralement scientifiques sérieuses.

Les femmes qui sont susceptibles de subir une forme ou une autre

de racisme sont soit ignorées, soit instrumentalisées. Quand ils et elles en parlent, les représentant-es de l'extrême droite les présentent comme des victimes de la violence d'hommes racisés, eux-mêmes présentés comme responsables de tous les maux.

La noble mission des femmes (blanches), consistant à produire et reproduire enfants et civilisation, n'est toutefois qu'un des volets de la double promesse de l'extrême droite.

Une supposée protection

Ensuite, l'extrême droite formule une deuxième promesse : celle d'une forme de protection. Implicitement ou explicitement, ses représentant-es prétendent en effet que, à force de dévouement et d'abnégation, il serait possible pour une femme d'apprivoiser la violence d'un seul homme, auquel elle devrait lier sa vie par le mariage. Cet homme deviendrait alors son protecteur. La promesse est étendue au cadre de vie conservateur. En effet, les inégalités entre les hommes et les femmes étant supposément na-

turelles dans le discours de l'extrême droite, il ne servirait à rien de lutter contre elles, notamment contre les inégalités au travail.

En revanche, les femmes pourraient trouver au sein de leurs foyers (traditionnels) un «*royaume*» personnel où elles seraient maîtresses de leur travail et des fruits de leur production, et un refuge contre leur précarisation et les humiliations occasionnées par l'exploitation salariée². Cette deuxième promesse, bien entendue, est trompeuse. Comme et plus que les autres peut-être, les femmes de droite sont essorées par un travail domestique dont elles ne décident pas des modalités, et qui est d'autant moins reconnu qu'il est considéré comme «*naturel*». Elles sont humiliées, violées, battues et parfois tuées comme les autres dans leurs foyers supposément protecteurs.

L'adhésion de nombreuses femmes à de telles idées de droite et d'extrême droite traduit aussi le succès de l'entreprise fémonationaliste : l'instrumentalisation nationaliste et raciste du féminisme³. La bourgeoisie sait en effet se saisir efficacement de certaines revendications féministes pour accentuer la division raciale du prolétariat. Cette instrumentalisation est particulièrement visible dans la lutte contre les VSS. Cette adhésion est aussi un écho de l'échec du féminisme, et notamment du féminisme syndical, à proposer un autre projet politique.

Carences du féminisme

Ce n'est pas nouveau. Par-delà les déclarations de principe, les multiples enjeux liés au patriarcat sont rarement tous pris en charge



¹ Magali Della Sudda, Les Nouvelles femmes de droite, Hors d'Atteinte, coll. Faits & idées, 2022.

² Paola Tabet, La Grande arnaque. Sexualité des femmes et échange économique-sexuel. L'Harmattan, Bibliothèque du féminisme, 2004. Andrea Dworkin, Les Femmes de droite, Editions du remue-ménage, [1983] 2012.

³ Sara R. Farris, Au nom des femmes : « Fémonationalisme » : les instrumentalisations racistes du féminisme, Paris, Editions Syllepse. 2021

par les organisations syndicales, même de classe ; et, dans tous les cas, la question du travail domestique n'est pour ainsi dire jamais envisagée sérieusement.

L'absence d'un contre-projet politique syndical convainquant pour les femmes

Certaines organisations syndicales, comme la CGT, font une distinction entre le travail et l'emploi en théorie. Toutefois, toutes restent prisonnières en pratique d'une logique qui rattaché le travail à un employeur.

Le travail est alors de fait confondu avec l'emploi. L'existence du travail non salarié, qui occupe cependant une part très importante dans la vie des femmes, est occultée ou minimisée. La question de la reconnaissance du travail domestique, fût-il non salarié, donc de son intégration dans une logique syndicale, n'est jamais posée. Il existe pourtant des projections, anciennes ou récentes, comme des expériences historiques qui montrent qu'une socialisation de tout ou partie de ce travail est envisageable.

Par exemple, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, des féministes ont imaginé des logements sans cuisine, justifiés par l'organisation en parallèle d'un service socialisé de cuisine et de livraison de repas. Des travaux féministes actuels s'interrogent sur l'organisation des logements ou des villes.

On pourrait se dire que le syndicat est bien démuni face à ces enjeux. Mais, l'absence de pensée syndicaliste d'une organisation sociale qui n'exploiterait pas les femmes n'est pas liée à une impossibilité structurelle, intrinsèque. Elle vient surtout

d'un manque de conscience ou d'un manque de volonté.

En effet, dans la mesure où le travail domestique est occasionnellement reconnu et rémunéré, les structures syndicales qui, dans une société révolutionnée et une logique de syndicats d'industrie, permettraient de l'intégrer et de le penser existent pour la plupart déjà (hôtellerie-restauration, petite enfance, éducation, santé-action sociale, etc). Cependant, la construction d'un contre-projet politique syndical complet et convainquant pour les femmes reste balbutiante.

la question de la reconnaissance du travail domestique, fût-il non salarié, donc de son intégration dans une logique syndicale, n'est jamais posée

L'action féministe des partis politiques et des associations féministes circonscrite à l'aménagement du système capitaliste et patriarcal

Le féminisme des organisations syndicales de classe consiste généralement à se caler sur l'agenda et les revendications des partis politiques et surtout des associations féministes. Ces dernières tentent, et réussissent parfois, à gagner de nouveaux droits pour les femmes et les minorités de genre en aménageant la société au moyen de pressions diverses (campagnes, manifestations, etc.), mais ces évolutions législatives ne profitent jamais à toutes les femmes de notre classe. Ces organisations politiques et

associatives ont par ailleurs une culture du mandat incertaine, fonctionnent sur une base essentiellement affinitaire qui rend impossible l'investissement massif et durable des femmes en leur sein.

Qu'on ne s'y méprenne pas : cette lutte pugnace, cette quête de mieux-être à coups de microavancées, reste louable. Elle a d'ailleurs réussi à introduire un certain nombre d'améliorations significatives dans le quotidien des femmes et des minorités de genre. Mais, elle ne suffit pas. Elle ne brise pas en effet la structure même qui permet l'oppression. Cette structure sait se décliner sous de multiples visages, toujours renouvelés, se mélangeant par ailleurs au racisme structurel de toute organisation bourgeoise.

Le syndicalisme révolutionnaire repose sur le principe de la double besogne, tel qu'il a été esquissé par la Charte d'Amiens. Si des avancées immédiates en termes de droits, de salaire, de conditions de travail ou d'autonomie sont positives, elles ne suffisent pas à casser durablement l'exploitation du prolétariat, comme celle de la moitié de l'humanité au bénéfice de l'autre. Il nous faut donc procéder autrement.

LA SEULE ALTERNATIVE : UN FÉMINISME, NÉCESSAIREMENT RÉVOLUTIONNAIRE ET NÉCESSAIREMENT SYNDICAL

L'oppression et l'exploitation des femmes, dans une analyse matérialiste, ne sont pas « *naturelles* ». Elles sont construites, et elles ont une fonction sociale dans un système capitaliste qui modèle le patriarcat et le racisme actuel. L'adhésion à une organisation syndicale permet souvent aux femmes de prendre conscience de leurs propres rapports de production et de

leur exploitation. Comment faire pour envisager le dépassement de l'organisation sociale capitaliste, patriarcale et raciste actuelle ?

La méconnaissance (parfois crasse) du féminisme par une majorité de camarades

La majorité des camarades, y compris dans les instances dirigeantes de nos organisations syndicales, n'ont qu'une idée approximative du féminisme, qu'il soit de classe ou même bourgeois, de son origine, de ses composantes et principaux courants, de ses luttes ou de ses buts. Certain-es camarades semblent même en avoir peur, refusant tout apport qui pourrait ne serait-ce que nuancer une lecture marxiste «*traditionnelle*». Cette méconnaissance se traduit en actes par la non prise en compte des agendas et de la charge mentale des femmes, de contraintes telles que la prise en charge des enfants pendant les réunions en soirée, etc.

Les analyses féministes matérialistes sont alors largement ignorées, confondues avec d'autres cadres d'analyse, allègrement caricaturées. Au mieux, l'ensemble du féminisme, sans nuances, est considéré par de nombreux camarades comme constitutif d'une sorte de un savoir-vivre constitué de «*valeurs*» floues (respect et protection des faibles) qu'il serait possible d'assimiler par la lecture de textes révolutionnaires de façade.

Au pire, le féminisme est accusé de diviser la lutte, de desservir la cause, et de multiples autres maux. De sorte qu'aucun effort de réflexion syndicale n'est fourni et que le message politique transmis au prolétariat et notamment aux femmes reste lui aussi approximatif, ponctuel,



non révolutionnaire et de ce fait, peu séduisant ou crédible.

Mais comment pourrait-il en être autrement ? En l'absence de magazine syndical féministe aujourd'hui, la diffusion de connaissances par la presse syndicale reste aléatoire, et la presse syndicale n'est lue qu'occasionnellement. La consultation d'ouvrages dans les bibliothèques souvent à disposition dans les Unions Départementales voire les Unions Locales reste sporadique.

Former les syndiqué-es, expliquer en quoi consiste le système patriarcal et comment il s'imbrique dans le système capitaliste et raciste est d'autant plus nécessaire. Toutefois, les syndicats ont-ils les moyens aujourd'hui de former très largement leurs syndiqué-es y compris celles et ceux dont l'imprégnation culturelle du «*bon sens*» patriarcal est tellement forte qu'ils et elles n'imaginent même pas ne pas maîtriser le sujet et avoir besoin de s'inscrire à une formation, sur ce sujet comme sur d'autres ? Non, l'ampleur de la tâche est trop importante. Cependant, en réalité, la question du manque de moyens est ici secondaire.

Plus qu'un manque de formation ou de diffusion de connaissances, les syndicats manquent d'un projet politique féministe, basé sur une analyse matérialiste de l'oppression des femmes et de l'extorsion de leur force de travail. Un projet qui s'attaque aux structures politico-sociales qui permettent cette exploitation, d'une part ; et un projet qui articule la prise en compte du travail salarié mais aussi du travail non-salarié des femmes en syndicats d'industrie, avec l'élaboration d'une contre-société égalitaire au sein de la société capitaliste et patriarcale d'autre part.

Le syndicat, outil majeur pour restituer aux femmes un accès direct à leurs moyens de subsistance

Dans la société révolutionnée envisagée par la Charte d'Amiens, «*le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale*». La CGT étant la plus large, la plus organisée et la plus importante confédération de classe et de masse, devrait être, l'outil de prédilection du féminisme.

Il est impératif que, au sein de la CGT, les camarades des différentes fédérations, des différents syndicats, des différentes instances de réflexion syndicale se saisissent de la question féministe d'un point de vue non pas associatif mais syndical.

Prendre en charge syndicalement le travail des femmes : avec ou sans patron identifié

Les travaux sur le travail des femmes ne manquent plus aujourd'hui. Comment s'en servir pour élaborer un projet viable dans une société réorganisée où les différents aspects du travail actuellement réalisé par les femmes, y compris ceux qui ne sont pas les plus intuitifs¹, seraient pris en charge syndicalement ?

Il ne s'agit pas d'élaborer un nouveau programme revendicatif qui serait le même que l'actuel, mais avec une formulation plus radicale. Rien de révolutionnaire là-dedans. Les syndicalistes révolutionnaires, à la différence des membres des diverses fractions politiques qui considèrent le syndicalisme comme mineur et le parti comme guide, envisagent le syndicalisme de classe comme un ensemble de pratiques sociales que des travailleurs et travailleuses organisés mettent en œuvre grâce à des outils cohérents et adaptés. Une confédération, telle que la CGT, est nécessaire pour regrouper l'ensemble des organisations syndicales et ainsi assurer la cohérence des pratiques syndicales de classe et la possibilité concrète du développement d'une conscience de classe réelle et stable.

Le féminisme porté par les syndicalistes révolutionnaires les amène donc à penser comment l'outil syndical pourrait (et comment il peut déjà) prendre en charge les différents volets constitutifs du travail rémunéré et non rémunéré des femmes, comment il peut encourager le développement de pratiques syndicales de classe qui soient aussi des pratiques féministes.

Le besoin urgent d'un socialisme féministe, ou d'un féminisme socialiste

En absence d'un tel projet politique, il apparaît difficile que les femmes puissent trouver un intérêt à consacrer du temps

Le féminisme porté par les syndicalistes révolutionnaires les amène à penser comment l'outil syndical pourrait prendre en charge les différents volets du travail rémunéré et non rémunéré des femmes

à la lutte syndicale, leur temps étant par ailleurs bien plus limité que celui des hommes en raison de l'exploitation domestique qu'elles subissent. Impossible pour elles en effet de se motiver en se projetant dans l'objectif d'une société fondamentalement différente pour elles que l'actuelle, puisque le syndicat ne définit pas cette société.

De plus, en l'absence d'un tel projet politique, rien n'empêche un syndiqué, prenant au mot cette absence, de se comporter de façon sexiste et donc, non seulement injuste et oppressive, mais dissuasive pour les femmes autour de lui. Qu'est-ce qui empêche en outre de voir une contradiction manifeste entre voter voire militer pour un parti masculiniste, de droite voire d'extrême droite, et adhérer et militer dans un syndicat, fût-il de classe, pour se défendre de son patron ? Tous les arguments qui peuvent être apportés en formation, ne reposant quasiment que sur un ensemble de «valeurs», sont fragiles et n'ont qu'un effet limité.

Ainsi, la moitié (et même un peu plus) du prolétariat est, soit privée d'un objectif réellement motivant, soit dissuadée par le comportement pourtant prévisible de certains camarades.

Or, une transformation sociale radicale pour tous et toutes ne peut raisonnablement se passer de l'adhésion active de la moitié du prolétariat. Le projet politique féministe du syndicalisme révolutionnaire est donc nécessaire. Il a ceci de particulier qu'il se base par nature sur des arguments matériels et des structures existantes. Ainsi, le syndicalisme révolutionnaire ne s'envisage pas hors du développement et du renforcement de la solidarité prolétarienne ; autrement dit, de la solidarité entre toutes les composantes du prolétariat, quels que soient leur genre, à partir des organisations du syndicalisme de classe (Unions Locales et Départementales, syndicats et fédérations d'industrie, confédération,

¹ On pense par exemple au travail émotionnel, qui produit du bien-être, par la réalisation de tâches spécifiques, parfois non quantifiables, parfois parfaitement quantifiables – par exemple, sourire, parler de sujets intéressants etc. Ce travail est occasionnellement rémunéré dans le cas des hôtesses de l'air par exemple, qui réalisent différentes tâches précises dans le but de produire le bien-être des passagers et des passagères. On pourrait aussi évoquer le travail culturel (le travail de production et d'entretien d'une norme culturelle par exemple). Voir à ce sujet : Christine Delphy, Diana Leonard, L'Exploitation domestique, Syllepse, 2019. Arlie Russel Hochschild, Le Prix des sentiments. Au cœur du travail émotionnel, éditions La Découverte, 2017.

organismes de sociabilité ouvrière combattant le consumérisme bourgeois et l'isolement social imposé par la société capitaliste et patriarcale et visant à construire les bases d'une contre-société prolétarienne et féministe au sein de la société capitaliste et patriarcale). Seules ces organisations pourront nous permettre de combattre le terreau sur lequel prospèrent masculinisme et fascisme: la désespérance du prolétariat et notamment du prolétariat féminin qui est fondamentalement issue de l'absence totale de perspective politique. Le socialisme véritablement féministe, ou le féminisme socialiste, doit et ne peut s'élaborer qu'à partir de nos propres organisations de classe.

Construire une contre-société féministe, ici et maintenant

Pour l'instant, en dehors même de leur manque de perspective politique, ces organisations de classe ne brillent pas par la façon dont elles font vivre et construisent une contre-société féministe. On l'a dit, elles ne réfléchissent que marginalement à la répartition inégalitaire des tâches, en leur sein, entre les hommes et les femmes. Les camarades mandatés pour représenter l'organisation et porter son discours politique ne sont pas toujours exemplaires d'un point de vue féministe.

Se passer de la justice bourgeoise, raciste et patriarcale: l'avancée représentée par le cadre commun d'action contre les violences sexistes et sexuelles

Cependant, les camarades fé-

ministes ont déjà réalisé un travail impressionnant au sein de la CGT¹. Un pas important dans la structuration d'une contre-société féministe au sein même de l'organisation a notamment été réalisé récemment. Il s'agit de l'adoption par la CGT, lors de son 53ème congrès, d'un cadre commun d'action contre les violences sexistes et sexuelles. Il permet d'envisager le traitement en interne, par des camarades aussi indépendant-es que possible, des violences attachées au «*dressage négatif*» des femmes, sans se reposer sur une justice institutionnelle dont l'efficacité non pas au service des femmes mais au service du patriarcat comme de la bourgeoisie a été largement démontrée.

Ce cadre commun doit aujourd'hui être défendu et appliqué partout. Son modèle aussi: par exemple, il est important que les déclinaisons fédérales ou syndicales de la cellule de veille attachée au cadre commun maintiennent l'exigence d'indépendance de ses membres, qui ne doivent pas avoir de mandat de direction par ailleurs afin que rien ne vienne polluer leur objectivité ou la simple perception de cette objectivité.

Construire des outils d'auto-défense et d'offensive féministes

Les confédérations syndicales, et plus particulièrement la CGT, demeurent largement inexpérimentées en ce qui concerne la prise en charge collective des violences subies par les femmes. C'est d'autant plus inadmissible en ce qui concerne la sphère professionnelle où s'exerce le contrat de subordination. Le

fait que la gestion des suivis de salariées agressées mais aussi la rédaction de la brochure confédérale CGT soient systématiquement sous-traitées à l'AVFT (Association européenne contre les violences faites aux femmes) démontrent ces carences. Et ce d'autant plus que la syndicalisation des femmes s'est historiquement inscrite dans le cadre de la lutte contre le droit de cuissage en entreprise. Les syndicats doivent renouer avec cette expérience. La formation d'équipes de militantes mais aussi de militants apparaît également comme une alternative à la gestion engagée par les organisations féministes, qui manquent le plus souvent d'un accompagnement sororel mais surtout d'un savoir-faire juridico-militant.

Le féminisme de classe n'a de sens que s'il s'accompagne d'une campagne permanente de syndicalisation, c'est-à-dire d'offrir un outil concret et collectif de lutte contre les violences et les discriminations subies. Les commissions de femmes doivent élaborer et porter cette action dans chaque syndicat, UL, UD et fédération sur le modèle théorisé et appliqué par Marie Guillot².



¹ Voir Slava Liszek, La Bataille du salaire féminin, Les éditions syndicalistes, 2022. « Une expérience fondatrice. Les commissions féminines de la CGTU. 1922-1936 », Les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale, déc.-fév. 2024-25, n°172.

² Slava Liszek, Marie Guillot. De l'émancipation des femmes à celle du syndicalisme, éditions de l'Harmattan, 1994. Disponible auprès du CSR de votre département.

Ce savoir-faire ne peut être acquis et alimenté que par l'existence de syndicats professionnels. Le syndicat d'entreprise, par sa nature sociale-démocrate, ne permet pas d'intégrer les salariées de la sous-traitance, précaires et des petites entreprises, c'est-à-dire celles les plus exposées.

En définissant son champ de syndicalisation et d'existence à celle de l'entreprise capitaliste, il se condamne donc à un féminisme d'accompagnement, incapable de dépasser le système de domination qu'il est supposé combattre. Il porte de beaux principes mais en marchant à contre-sens d'une dynamique de socialisation de la lutte émancipatrice des femmes. Il divise le salariat féminin, en respectant les institutions capitalistes, en complète contradiction avec la Double Besogne.

Le mouvement syndical doit avancer dans le cadre de cette stratégie, en défendant le prolétariat féminin, en toute indépendance des influences bourgeoises, en soulignant que l'émancipation intégrale ne pourra être obtenue que dans le cadre d'une société communiste.

CONCLUSION

Ainsi, pour espérer réaliser l'objectif révolutionnaire d'une société enfin débarrassée de toute oppression et de toute exploitation, le syndicalisme ne peut se dispenser du féminisme. Sans féminisme, pas de révolution, pas d'abolition possible du capitalisme. Mais, sans une lutte de classe unitaire, passant nécessairement par le syndicalisme, pas de véritable victoire féministe.

Nous ne comprenons pas la «*classe*» elle-même comme un synonyme de «*milieu social*» ou comme le fait de partager

un même niveau de vie ou de consommation, car ces différences ont certes des conséquences importantes, mais elles ne sont pas fondamentales dans le statut des femmes. Nous la comprenons comme le fait de partager avec d'autres un même rapport de production, que l'on parle de travail salarié ou de travail domestique. Le féminisme syndicaliste révolutionnaire ne peut donc être autre chose qu'un féminisme de classe, entendu comme un féminisme qui embrasse la lutte des classes dans tous ses aspects: traversée par le capitalisme, le patriarcat et/ou le racisme.

Le féminisme ne peut pas se cantonner à l'envolée lyrique ponctuelle de quelque secrétaire d'UD à l'occasion d'une prise de parole le 8 mars ou à un belliqueux 4-pages pour le 25 novembre. Il doit se traduire en actes, dans la prise en compte au quotidien des femmes et des minorités de genre, avec l'objectif de construire une véritable contre-société dès aujourd'hui, dans le monde actuel. Il doit aussi s'exprimer dans la réflexion sur la socialisation possible du travail actuellement fourni par les femmes dans une société révolutionnée, de façon à, enfin, faire du projet politique syndical une véritable alternative désirable pour les femmes et les minorités de genre.

L'ensemble des fédérations doit ainsi se saisir de la question du travail des femmes, formel et informel, rémunéré et non rémunéré, visible et invisible, salarié et domestique, dans tous ses aspects, pour examiner comment il pourrait se traduire dans ses champs professionnels, et l'intégrer à ses repères revendicatifs.

La définition des contours de ce

travail est aussi la seule façon de parvenir à construire une véritable grève générale, qui ne passe pas à côté de la quantité presque infinie de tâches invisibles sans lesquelles aucune organisation sociale ne peut tenir actuellement.

Au travail !

